

The top of the page features a yellow background with a wavy green border at the bottom. On the yellow background, there are four stylized human figures holding flags: a red flag on the left, a yellow flag in the center, a blue flag on the right, and a green flag on the far right. The main title is centered in bold black text.

# Contre-mobilisation des peuples pour la transformation des systèmes alimentaires des entreprises

Des milliers de personnes se mobilisent pour réclamer des systèmes alimentaires qui profitent aux personnes et à la planète, et non aux grandes entreprises

*Le pré-sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires ne parvient pas à transformer les systèmes alimentaires non durables et à identifier les moyens de sortir des crises du climat, de la faim et du COVID-19, affirment les organisateurs de la contre-mobilisation, qui a compté environ 9 000 participants.*

Rome, Italie. 3 août 2021. Entre le 25 et le 28 juillet 2021, quelque 9 000 personnes ont participé à une contre-mobilisation virtuelle pour s'opposer au pré-sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS). Le forum alternatif a été salué comme un succès, car il a rassemblé un large éventail de participants et a permis de catalyser et d'amplifier une contre-narration du pré-sommet. La contre-mobilisation a réussi à toucher un large public avec sa vision d'une véritable transformation des systèmes alimentaires industriels grâce à des publications critiques dans de grands médias comme la [BBC](#), [Le Monde](#), [Al Jazeera](#) ou la télévision publique italienne [Rai](#), ainsi que plusieurs milliers de messages avec le hashtag [#FoodSystems4People](#) qui a été vu par quelque 10 millions d'utilisateurs sur les réseaux sociaux.

La « Contre-mobilisation des peuples pour transformer les systèmes alimentaires des entreprises » a démarré par un [rassemblement virtuel mondial](#) de huit heures. L'événement a alterné entre des messages des communautés les plus touchées par la mainmise des multinationales de l'agrobusiness, des déclarations, des performances artistiques et des mobilisations en direct par des centaines de personnes et d'organisations de tous les continents, représentant les petits agriculteurs, les pasteurs, les pêcheurs, les peuples autochtones, les travailleurs agricoles et alimentaires, les sans-terre, les femmes, les jeunes, les consommateurs, les personnes souffrant d'insécurité alimentaire en milieu urbain, des représentants d'ONG et du monde de la recherche.

La contre-mobilisation a fourni un espace de dialogue sur les menaces posées par des systèmes alimentaires de plus en plus mondialisés et contrôlés par les multinationales, et sur les solutions viables déjà en place pour les surmonter. Une [déclaration d'ouverture](#) exposant les revendications de la Réponse autonome des peuples au Sommet UNFSS, soit les 330 organisations qui ont mené la contre-mobilisation, a été officiellement publiée. Ce groupe de la société civile et des peuples autochtones a insisté pour que les discussions et les décisions politiques soient prises au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'ONU, le seul espace multilatéral doté de mécanismes de participation inclusifs, démocratiques et basés sur la coresponsabilité. « Le processus du Sommet sur les systèmes alimentaires a été conçu pour servir les intérêts des acteurs les plus puissants du complexe agro-industriel - comment les gouvernements peuvent-ils permettre à l'industrie de saper leur autorité et leur souveraineté ? », s'est interrogée Paula Gioia, petite productrice alimentaire et membre de La Via Campesina.

Le 26 juillet, trois tables rondes ont été organisées pour dénoncer le Sommet des Nations unies et ses tentatives d'ouvrir les portes à la mainmise des grandes entreprises sur la gouvernance alimentaire et la science. « Les systèmes alimentaires sont de plus en plus conçus pour donner du pouvoir aux entreprises, pas aux gens », a déclaré Ali Aii Shatu, du Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique (IPACC). Les panels, composés d'intervenants issus de mouvements sociaux, de représentants gouvernementaux, de l'ONU et du monde de la

recherche, ont abordé la question de la mainmise des multinationales sur les systèmes alimentaires et ont réitéré le message clé d'une déclaration partagée par des centaines d'universitaires [dans une lettre récente](#). « Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle interface science-politique pour l'alimentation. Nous devrions plutôt renforcer les modèles existants, tels que le groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) », a réaffirmé Zoltán Kalmán, ambassadeur à la retraite et ancien représentant permanent de la Hongrie auprès des agences des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome. Dans le même ordre d'idées, le Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES) a officiellement [annoncé son retrait](#) du processus de l'UNFSS.

Le 27 juillet, la contre-mobilisation a continué à prendre de l'ampleur avec 15 dialogues virtuels sur un large éventail de sujets tels que la réponse populaire africaine à l'UNFSS, l'agroécologie, les droits humains et la souveraineté alimentaire comme moyens pour construire des alternatives fondées sur la justice, ou encore la démocratisation des systèmes alimentaires comme moyen d'empêcher la concentration des entreprises. Lors de l'une des sessions, Shalmali Guttal, de Focus on the Global South, a déclaré : « Nous avons besoin de plus de contrôle sur les grandes entreprises et d'une réglementation plus stricte qui privilégie l'intérêt public. Nous devons relier les systèmes alimentaires aux cultures alimentaires, et non les séparer de notre société ». Ensuite, quatre sessions ont été consacrées à la célébration de la vision des gens qui veulent reprendre le pouvoir et transformer les systèmes alimentaires industriels dans chaque continent: à Abya Yala (Amérique latine et Caraïbes), Turtle Island (Amérique du Nord), en Afrique et en Asie.

La contre-mobilisation a culminé par des déclarations de leaders indigènes et de représentants de mouvements sociaux, ainsi que par une cérémonie mystique en langue zapotèque. Saul Vicente, du Conseil international des traités indiens, a clôturé la session par un message d'espoir : "Ils voulaient nous enterrer pour nous faire disparaître, mais ils ne savaient pas que nous étions des graines".

La Réponse du peuple autonome au sommet de l'ONU évalue actuellement les résultats du pré-sommet et suivra le sommet au fur et à mesure que de nouvelles informations seront publiées. Cependant, il est d'ores et déjà évident que le pré-sommet s'est achevé sans que les questions fondamentales, [dont des centaines d'organisations ont exigé la résolution](#), aient été résolues. Il s'agit, entre autres, d'instruments juridiquement contraignants visant à mettre fin à l'impunité des multinationales, à mettre un terme à l'utilisation des pesticides, à mettre fin au monopole mondial sur les semences et à la privatisation de la biodiversité et des biens communs. Le sommet officiel se tiendra à New York en septembre 2021.

**-FIN-**

### **Contact presse**

Marion Girard Cisneros, communicatrice au Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies [marion.girard.cisneros@csm4cfs.org](mailto:marion.girard.cisneros@csm4cfs.org)

### Ressources

- Microsite de la contre-mobilisation : <https://www.foodsystems4people.org/?lang=fr>
- Vidéos des sessions enregistrées : [Chaîne YouTube](#)